Neuvième Assemblée
Genève, 24-28 novembre 2008
Point 13 de l'ordre du jour
Examen des demandes présentées en application
de l'article 5

**INTERVENTION À L'OCCASION DE L'EXAMEN DES DEMANDES
PRÉSENTÉES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5
DE LA CONVENTION**

Texte présenté par l'Argentine

1. L'Argentine ne s'est pas associée au consensus qui s'est dégagé lors de l'adoption récente de la demande de prolongation présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, parce qu'elle est opposée à la présentation par ce pays d'une demande de prolongation d'une durée correspondant au délai maximal fixé à l'article 5 de la Convention pour la destruction des mines antipersonnel dans les zones minées des îles Malvinas.
2. Ainsi qu'il a été établi dans la note distribuée à tous les États parties à la Convention le 9 juillet 2008, ce rejet est lié au fait que les îles Malvinas, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud ainsi que les espaces maritimes qui les entourent font partie intégrante du territoire national argentin et sont occupés de façon illégitime par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
3. Par ses résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 sur la «question des îles Falklands (Malvinas)», l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu l'existence d'un différend entre la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord quant à la souveraineté sur les îles Malvinas, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud ainsi que les espaces maritimes voisins.
4. Pour sa part, le Comité spécial de la décolonisation adopte chaque année une résolution portant sur cette question et rédigée en des termes semblables à ceux des résolutions précitées, la dernière ayant été adoptée par consensus le 12 juin 2008.
5. En dépit de ces déclarations répétées de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances et organismes internationaux et régionaux en faveur de la reprise des négociations concernant la souveraineté, le Royaume-Uni persiste dans son refus de donner suite à tous les appels lancés par la communauté internationale et bloque ainsi cette reprise.
6. La situation coloniale particulière dans laquelle se trouvent les îles Malvinas en raison de leur occupation illégale par le Royaume-Uni transparaissait dans la déclaration interprétative

formulée par la République argentine lors de la ratification de la Convention d'Ottawa le 14 septembre 1999.

7. La République argentine, en application de l'article 5 de la Convention, selon lequel l'obligation de destruction des mines s'applique à tout État partie ayant des zones minées «sous sa juridiction ou son contrôle», est l'un des États parties qui devront présenter leur demande de prolongation en 2009.